



**Mairie de SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY**  
3 place de la Mairie  
18110 SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY

Tél. : 02 48 66 61 61

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**(CHER)**

**Dossier N° DP0182232500019**

Déposé le :	11/04/2025
Affiché en mairie le :	14/04/2025
Demandeur :	Monsieur SCHAPPACHER Didier
Représenté par :	
Pour :	Modifications de façades, construction d'une pergola et édification d'une clôture
Adresse des travaux :	1 Route de Pinochon 18110 SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY

**ARRÊTÉ**

**de non-opposition à une déclaration préalable  
au nom de la commune de SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY**

Le Maire de SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY,

Vu la demande de déclaration préalable présentée le 11/04/2025 par Monsieur SCHAPPACHER Didier, demeurant 189 Rue de la Rose à Saint-Martin-d'Auxigny (18110) et enregistrée par la mairie de SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY sous le numéro DP0182232500019.

Vu l'objet de la demande :

- Pour des modifications de façades, construction d'une pergola et édification d'une clôture
- Sur un terrain situé 1 Route de Pinochon, à SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY (18110),

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par le conseil communautaire des Terres du Haut Berry en date du 27/07/2023 ;

Vu la délibération du conseil communautaire des Terres du Haut Berry, en date du 26/10/2023, assujettissant les constructions de clôtures à déclaration préalable ;

Vu la zone NI du règlement du plan local d'urbanisme intercommunal ;

Vu les pièces complémentaires en date du 03/06/2025 et du 11/07/2025 ;

**ARRÊTE****Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY,  
Le 22/07/2025

Le Maire,



Fabrice CHOLLET  
(Maire)

**Nota :**

*Si le projet prévoit l'installation d'une enseigne, celle-ci pourra être soumise à autorisation préalable au titre du Code de l'environnement (articles L.581-4 et suivants et R.581-1 et suivants).*

*Cette autorisation est notamment requise dans les secteurs protégés ou lorsque l'enseigne dépasse les seuils réglementaires définis par le règlement local de publicité ou, à défaut, par la réglementation nationale. Il appartiendra au pétitionnaire de vérifier la conformité de son projet et, le cas échéant, de déposer une demande d'autorisation d'enseigne auprès de la commune.*

*Si le projet concerne un **Établissement Recevant du Public (ERP)** ou modifie un ERP existant, il pourra être soumis à autorisation de travaux au titre du Code de la construction et de l'habitation (articles L.111-8 et R.111-19-13 et suivants).*

*Cette autorisation est requise notamment en cas de travaux portant sur l'accessibilité, la sécurité incendie ou l'aménagement intérieur de l'établissement.*

*Il appartiendra au pétitionnaire de vérifier si son projet entre dans ce champ et, le cas échéant, de déposer une demande d'autorisation de travaux auprès de la mairie ou de l'autorité compétente.*

*Si le projet implique un **changement de destination** au sens de l'article R.151-27 du Code de l'urbanisme, et s'il s'accompagne de travaux modifiant les structures porteuses ou la façade du bâtiment, une demande de permis de construire devra être déposée.*

*Il appartient au pétitionnaire de vérifier la nature exacte du changement envisagé, ainsi que les travaux associés, afin de déposer la demande d'autorisation d'urbanisme adéquate.*

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.